Règlement sur les parcs et les installations (Règlement n° 2004-276)

Table des matières

Règlement sur les parcs et les installations (Règlement no 2004-276).....	1
Grandes lignes – Parcs et installations.....	2
Article 1 – Définitions.....	2
Article 2 – Interprétation	5
Article 3 – Généralités	5
Article 4 – Heures d’ouverture	6
Article 5 – Animaux.....	6
Article 6 – Sports et activités	7
Article 7 – Véhicules automobiles et appareils motorisés.....	7
Article 8 – Consommation de boissons alcoolisées.....	8
Article 9 – Permis	9
Article 10 – Empiètement	11
Article 11 – Protection des biens	11
Article 12 – Patinage	13
Article 13 – Natation ou baignade.....	13
Article 14 – Indemnisation	13
Article 15 – Révocation.....	14
Article 16 – Exemptions.....	14
Article 17 – Application	14
Article 18 – Infractions et amendes	14
Article 19 – Abrogation	15
Article 20 – Transition.....	15
Article 21 – Conflit avec d’autres règlements	15
Article 22 – Titre abrégé	15
Article 23 – Date d’effet	15

Grandes lignes – Parcs et installations

- Les parcs sont généralement ouverts au public de 5 h à 23 h, à moins d'indication contraire.
- Il est interdit de se livrer à des activités imprudentes ou négligentes susceptibles de mettre autrui en danger.
- Il est interdit de jeter des ordures par terre ou d'apporter des ordures ménagères dans les parcs ou les installations.
- Il est interdit de déranger et de nourrir les animaux sauvages.
- L'utilisation de véhicules automobiles est interdite, à l'exception des fauteuils roulants.
- Il est interdit de fumer et de vapoter sur les terrains de la Ville.
- Les chiens doivent être tenus en laisse dans tous les parcs, à moins d'indication explicite du contraire (pour savoir si un parc admet les chiens sans laisse, consultez les enseignes ou la carte geoOttawa [lien externe]).

Article 1 – Définitions

Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement :

aéronef piloté (*piloted aircraft*) : tout aéronef dirigé par un pilote à bord, y compris, sans toutefois s'y limiter, les montgolfières, les avions et les hélicoptères.

agent des règlements (*By-law Officer*) : personne nommée par le Conseil municipal de la Ville d'Ottawa à titre d'agent d'application des règlements municipaux afin de veiller à appliquer les dispositions du présent règlement.

animal (*animal*) : membre du règne animal, distinct d'un être humain.

animal d'assistance (*service animal*) :

1. animal facile à identifier en tant qu'animal utilisé par une personne pour des raisons liées à son handicap grâce à des indicateurs visuels comme le gilet ou le harnais qu'il porte;
2. animal pour lequel la personne fournit des documents de l'un des membres suivants d'une profession de la santé réglementée confirmant qu'elle a besoin de cet animal pour des raisons liées à son handicap :
  - Ordre des audiologistes et des orthophonistes de l'Ontario;
  - Ordre des chiropraticiens de l'Ontario;
  - Ordre des infirmières et infirmiers de l'Ontario;
  - Ordre des ergothérapeutes de l'Ontario;
  - Ordre des optométristes de l'Ontario;
  - Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario;
  - Ordre des physiothérapeutes de l'Ontario;
  - Ordre des psychologues de l'Ontario;

- Ordre des psychothérapeutes autorisés et des thérapeutes autorisés en santé mentale de l'Ontario.

appareil fonctionnel (*mobility assistive device*) : outil, technologie ou autre mécanisme qui permet à une personne handicapée d'effectuer ses tâches et activités quotidiennes et notamment de bouger, de communiquer, de lire, d'écrire ou de soulever des objets. Les appareils fonctionnels comprennent, sans toutefois s'y limiter, les aides à la mobilité comme les fauteuils roulants, les scooters électriques, les marchettes, les cannes, les béquilles, les prothèses et les orthèses.

appareil fonctionnel électrique (*power assistive device*) : tout appareil de loisir équipé d'une batterie ou d'un moteur électrique ne dépassant pas 500 watts.

barbecue (*barbecue*) : appareil mobile ou fixe conçu expressément pour la cuisson des aliments en plein air à l'aide de combustibles propres comme le propane ou le gaz naturel. Aux fins du présent règlement, cette définition exclut l'utilisation de sources de combustible qui laissent des résidus solides ou des cendres, y compris, sans toutefois s'y limiter, le charbon de bois, le bois dur et les granules de bois.

bateau moteur (*motorized boat*) : bateau, navire ou embarcation conçu, utilisé ou pouvant être utilisé exclusivement ou partiellement pour la navigation dans l'eau, sur l'eau ou tout de suite au-dessus de l'eau et propulsé par un moteur.

boisson alcoolisée (*alcoholic beverage*) : les spiritueux, les alcools, la bière, le vin et toute combinaison de ces boissons, notamment l'alcool propre à la consommation humaine en tant que boisson seule ou combinée à une autre substance.

chef de police (*Chief of Police*) : chef de police de la Ville d'Ottawa ou ses représentants autorisés.

déchets (*waste*) : papier, bouteilles, verre cassé, boîtes de conserve, cigares, cigarettes, guenilles, ordures, rebuts, débris ou détritus de toute nature.

directeur général (*General Manager*) : directeur général de la Direction générale des loisirs, de la culture et des installations de la Ville d'Ottawa ou ses représentants autorisés, sauf indication contraire.

dispositifs publicitaires (*advertising devices*) : tout signe, support ou structure destiné à transmettre des informations de quelque nature que ce soit, y compris, sans toutefois s'y limiter, les éléments physiques comme les bannières, les dépliants, les panneaux, les autocollants ou les décalcomanies de toute nature, ainsi que les affichages électroniques, les écrans numériques et les autres dispositifs publicitaires basés sur la technologie.

embarcation à propulsion humaine (*human-powered watercraft*) : toute embarcation sans moteur, conçue pour la navigation dans l'eau, sur l'eau ou tout de suite au-dessus de l'eau, y compris, sans toutefois s'y limiter, les voiliers, les planches à pagaie, les canots, les kayaks, les planches de surf et les bateaux à rames.

empiètement (*encroachment*) : une modification temporaire ou permanente non approuvée par la Ville qui empiète sur les parcs et les terrains à vocation de parc municipaux, que ce soit au-dessous, au niveau ou au-dessus de la surface des parcs et des terrains à vocation de parc municipaux, et comprend :

- un empiètement aérien;
- un empiètement de surface;
- un empiètement souterrain.

étang (*pond*) : une petite étendue d'eau enclavée créée par des moyens naturels ou artificiels, y compris les réservoirs d'eaux pluviales et les mécanismes de contrôle.

fauteuil roulant (*wheelchair*) : fauteuil monté sur des roues et propulsé par la force musculaire ou par une autre force motrice servant à transporter une personne en situation de handicap.

installation (*facility*) : piscine, bâtiment, stationnement, structure d'un parc ou toute zone adjacente aux installations qui relève de la compétence de la Direction générale des loisirs, de la culture et des installations de la Ville d'Ottawa, dont les centres de loisirs, les établissements sportifs, les musées, les théâtres, les centres des arts, les galeries d'art, les installations d'art public et les studios d'artistes.

objets tranchants (*sharps*) : objets qui peuvent couper la peau, y compris, sans toutefois s'y limiter, des scalpels, des lancettes, des lames de rasoir, des ciseaux, des fils de fer, des écarteurs, des broches, des agrafes, des pinces coupantes et des objets de verre.

parc (*park*) : terrain de jeu, de balle ou de sport, plage, y compris, sans toutefois s'y limiter, la superficie de l'eau contrôlée ou supervisée par la Ville, les terrains des alentours d'un centre de loisirs, d'un bâtiment communautaire, d'un complexe récréatif, d'un établissement de l'administration municipale, dont les théâtres en plein air, les places, les esplanades, les jardins, les plans d'eau, les sentiers piétonniers, les stationnements ou toutes les autres zones dont la Ville est propriétaire, locataire ou usager et consacrés aux loisirs actifs ou passifs, dont les voies de circulation, les sentiers ou les zones de stationnement public qui y donnent accès.

personne (*person*) : personne physique, association, cabinet, société de personnes, société par actions, mandataire ou fiduciaire et leurs héritiers, liquidateurs ou autres représentants juridiques auxquels peut s'appliquer le contexte selon la loi.

sport ou activité organisé (*organized sport or activity*) : un sport, un jeu ou une activité formellement constitué et planifié par un groupe ou une organisation, que les joueurs ou les membres portent ou non un uniforme.

terrain de sport (*sports field*) : endroit dans un parc réservé à la pratique de sports comme le football, le soccer, le rugby et le cricket, qui doivent se dérouler dans une zone libre.

trottinette électrique (*electric kick scooter*) : un véhicule possédant :

- deux roues placées sur le même axe longitudinal, une à l'avant de la trottinette et l'autre à l'arrière;
- une plateforme permettant de se tenir entre les deux roues;
- un guidon faisant tourner la roue orientable;
- un moteur électrique de 500 watts ou moins permettant d'atteindre une vitesse maximale de 24 km/h.

véhicule automobile ou **véhicule à moteur** (*motorized vehicle or motor vehicle*) : automobile, camion, motocyclette, véhicule destiné à circuler sur la neige, véhicule tout-terrain (VTT), voiturette de golf ou tout autre véhicule tiré, propulsé ou mû par n'importe quel type de force motrice distincte de la force musculaire dont la puissance dépasse 500 watts, à l'exception des fauteuils roulants et des véhicules automobiles dont l'exploitation est autorisée par le directeur général.

véhicule télépiloté (*remotely piloted vehicle*) : tout aéronef navigable, tout véhicule terrestre ou aquatique, quel que soit son poids, qui est dirigé par un pilote qui n'est pas à son bord, y compris les drones, les bateaux, les voitures ou les dispositifs similaires, mais à l'exclusion des ballons, des fusées ou des cerfs-volants.

vélo électrique (*electric bicycle*) : un vélo équipé d'une batterie et d'un moteur électrique ne dépassant pas 500 watts, d'un guidon pour la direction, de pédales fonctionnelles, de deux ou trois roues et d'un système de freinage.

ville ou Ville (*City*) : « personne morale » de la Ville d'Ottawa ou le territoire de la ville d'Ottawa, selon le contexte.

zone de baignade (*swimming area*) : toute installation aquatique, y compris les piscines, les pataugeoires, les plages et les jeux d'eau, relevant de la compétence de la Direction générale des loisirs, de la culture et des installations de la Ville d'Ottawa.

Article 2 – Interprétation

1. Pour les besoins du présent règlement, les termes employés au singulier s'entendent également du pluriel, et inversement, et le masculin s'entend également du féminin.
2. Les articles, paragraphes ou parties du présent règlement qu'un tribunal juge contraires aux lois ou ultra vires sont réputés être dissociables, et tout ce qui en fait partie est déclaré distinct et indépendant et a été édicté à ce titre.

Article 3 – Généralités

1. Nul ne doit crier, chahuter, tenir des propos menaçants, abusifs, insultants ou indécents ou se conduire ou se comporter en troublant la paix ou de manière négligente dans un parc ou une installation.

2. Nul ne doit se livrer à des activités qui dérangent ou troublent la jouissance d'un parc ou d'une installation par le grand public ou mettent celui-ci en danger.
3. Les paragraphes 3(1) et 3(2) ne s'appliquent pas au bruit normal des activités dans les parcs ou les installations, y compris, sans toutefois s'y limiter, les encouragements, le fonctionnement de l'équipement, la musique, les annonces ou d'autres sons associés à l'activité en cours.

Article 4 – Heures d'ouverture

1. Nul n'a le droit, sans l'approbation du directeur général :
  - a. de rester dans un parc ou un stationnement entre 23 h et 5 h, sauf en tant que participant ou spectateur d'une activité approuvée par le directeur général;
  - b. d'entrer dans un endroit dans lequel un panneau interdisant l'entrée ou l'accès est posé ou dans lequel il est par ailleurs interdit d'entrer ou dont l'accès est restreint.
2. Dans les cas où les heures d'ouverture d'un parc sont affichées et sont différentes de celles de l'alinéa 4(1)a), nul ne doit rester dans le parc hors des heures affichées.
3. Le directeur général peut, à tout moment et à sa discrétion :
  - a. donner par écrit l'approbation à toute personne ou à tout groupe de rester dans un parc ou un stationnement hors des heures affichées;
  - b. fermer la totalité ou certains des parcs et installations ou en réviser les heures d'ouverture, de manière temporaire ou permanente, y compris des parties d'un parc ou d'une installation, en raison d'intempéries, d'une urgence, d'un impératif réglementaire, de circonstances particulières, d'inquiétudes pour la sécurité et la sûreté ou d'impératifs opérationnels et d'entretien.
4. En cas d'application de l'alinéa 4(3)b), nul ne doit rester dans la zone fermée.

Article 5 – Animaux

1. Nulle personne qui est propriétaire ou qui a la garde ou le contrôle d'un animal ne doit permettre que cet animal se trouve dans un parc ou une installation sans l'approbation écrite du directeur général. Ce paragraphe ne s'applique pas :
  - a. aux chiens dans les zones désignées dans les parcs conformément au *Règlement de la Ville d'Ottawa en matière de contrôle et de soin des animaux* (Règlement n° 2003-77);
  - b. aux personnes accompagnées d'un animal d'assistance qui n'est pas interdit par le *Règlement de la Ville d'Ottawa en matière de contrôle et de soin des animaux* (Règlement n° 2003-77);
  - c. aux animaux amenés dans un parc ou une installation pour des événements spécifiques approuvés par le directeur général;
  - d. aux chevaux sous la garde de la patrouille à cheval de la Police d'Ottawa ou de la Gendarmerie royale du Canada.

Article 6 – Sports et activités

1. Nul ne doit pratiquer un sport ou une activité dans une zone désignée par le directeur général comme interdisant de telles activités.
2. Nul ne doit :
  - a. utiliser un terrain de balle avant le 1^{er} mai et après le 16 octobre;
  - b. utiliser un terrain de sport avant le 14 mai et après le 1^{er} novembre, sauf si :
    - i. le terrain de sport est utilisé pour des activités hivernales;
    - ii. le sol est couvert de neige;
    - iii. le site n'est pas modifié ou endommagé au cours de l'activité hivernale;
  - c. utiliser un terrain de sport avec gazon artificiel avant le 31 mars et après le 15 novembre.
3. Malgré le paragraphe 6(2), le directeur général peut à tout moment, de concert avec le directeur général de la Direction générale des travaux publics, modifier les dates auxquelles un terrain de balle ou de sport peut être utilisé ou en restreindre l'accès en fonction de l'état du sol du terrain, des conditions météorologiques, d'une urgence, d'un impératif réglementaire, de circonstances particulières, d'inquiétudes pour la sécurité et la sûreté ou d'impératifs opérationnels et d'entretien.
4. En cas d'application du paragraphe 6(3), nul ne doit utiliser un terrain de balle ou de sport dont l'accès a été restreint par le directeur général ou y accéder.
5. Nul ne doit exercer les activités suivantes dans une zone désignée comme interdisant de telles activités :
  - a. utiliser un barbecue tel que défini dans le présent règlement;
  - b. utiliser un traîneau ou un toboggan;
  - c. lancer ou accoster une embarcation à propulsion humaine;
  - d. pêcher.
6. Nul ne doit, à moins de se trouver dans une zone désignée à cette fin par le directeur général :
  - a. jouer au golf, frapper des balles de golf ou se servir de bâtons de golf ou d'autres équipements similaires dans un parc;
  - b. patiner sur un étang;
  - c. être en possession d'une arme à feu, d'un pistolet à air comprimé, d'une arbalète, d'un arc et de flèches, d'une hache, d'un pistolet à peinture ou d'une arme offensive de quelque nature que ce soit et utiliser ceux-ci;
  - d. utiliser un véhicule télépiloté;
  - e. allumer, lancer ou déclencher des feux d'artifice.

Article 7 – Véhicules automobiles et appareils motorisés

1. Nul ne doit conduire, stationner ou entreposer un véhicule automobile ou un appareil fonctionnel électrique dans un parc ou une installation, sauf dans les zones et pendant les heures désignées à cette fin par le directeur général.

2. Nul ne doit stationner un véhicule automobile dans un parc ou une installation, à moins de rester sur place et d'utiliser activement les équipements, sauf autorisation du directeur général.
3. Le paragraphe 7(1) ne s'applique pas :
  - a. aux véhicules à moteur utilisant une borne de recharge, conformément au *Règlement sur la circulation et le stationnement* (Règlement n° 2017-301);
  - b. aux vélos électriques circulant sur les sentiers d'un parc;
  - c. à l'utilisation d'une trottinette électrique conformément au *Règlement sur les trottinettes électriques* (Règlement n° 2020-174).
4. Nul ne doit recharger un véhicule automobile ou un appareil motorisé en utilisant l'alimentation d'une installation, à moins d'utiliser une borne de recharge désignée.
5. Nul ne doit se servir d'un parc en totalité ou en partie pour :
  - a. laver, nettoyer, polir, réparer, entretenir ou, sauf dans les cas d'urgence, réparer un véhicule automobile;
  - b. enseigner, former ou encadrer qui que ce soit dans la conduite ou le fonctionnement d'un véhicule automobile.

Article 8 – Consommation de boissons alcoolisées

1. Nul ne doit, dans un parc ou une installation, fournir, servir ou vendre des boissons alcoolisées sans un permis délivré par le directeur général et l'approbation de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario.
2. Nul ne doit consommer des boissons alcoolisées dans un parc ou une installation sans un permis délivré par le directeur général.
3. Le paragraphe 8(2) ne s'applique pas aux parcs ou zones de parcs désignés par le directeur général, en consultation avec le conseiller du quartier, comme permettant la consommation personnelle d'alcool.
4. En cas d'application du paragraphe 8(3), nul ne doit avoir en sa possession ou consommer de l'alcool :
  - a. avant 11 h et après 21 h, sauf modification contraire par le directeur général;
  - b. dans un rayon de cinq mètres autour des installations identifiées, y compris, sans toutefois s'y limiter, les installations suivantes :
    - i. terrain de jeu ou équipement de terrain de jeu;
    - ii. pataugeoire, jeux d'eau ou piscine extérieure;
    - iii. plages;
    - iv. parc de planche à roulettes ou de BMX;
    - v. stationnements;
    - vi. patinoires naturelles ou artificielles;
    - vii. terrains de sport et terrains de balle;
    - viii. sites de glissade autorisés.
  - c. dans la zone de location d'un parc où se déroule un événement en vertu d'un permis valide, à moins d'une autorisation du directeur général conformément aux conditions du permis de location.

5. En cas d'application du paragraphe 8(3), nul ne doit enfreindre les autres dispositions du présent règlement dans les zones désignées.

Article 9 – Permis

1. Nul ne doit, dans un parc ou une installation et sans le permis délivré par le directeur général :
  - a. vendre, louer, distribuer, offrir, exposer ou annoncer en vente des biens ou des services;
  - b. pratiquer ou exercer un métier ou une profession ou se consacrer à des affaires, les poursuivre ou faire de la sollicitation à cette fin;
  - c. distribuer des dépliants ou des prospectus publicitaires ou afficher des avis et des dispositifs publicitaires;
  - d. organiser ou mener un défilé ou une procession ou y participer;
  - e. convoquer, mener ou tenir une assemblée publique ou prononcer un discours en tant que membre ou à l'intention des membres d'un groupe ou du grand public;
  - f. allumer, lancer ou déclencher des feux d'artifice dans des zones non désignées;
  - g. allumer des feux en plein air dans un parc, sauf dans les lieux désignés expressément par la Ville conformément au *Règlement sur les feux en plein air* (Règlement n° 2004-163);
  - h. camper dans un parc ou y monter une tente ou une autre structure;
  - i. organiser, mener un sport ou une activité organisé ou y participer;
  - j. se servir dans un parc d'un système de sonorisation ou d'un autre appareil ou bien d'équipement destiné à amplifier le son;
  - k. permettre à un aéronef piloté d'atterrir ou de décoller d'un parc, sauf en cas d'urgence;
  - l. organiser un événement spécial, au sens défini dans le *Règlement sur les événements spéciaux*;
  - m. faire fonctionner un véhicule télépiloté;
  - n. prendre ou permettre de prendre des photographies commerciales contre rémunération;
  - o. tenir des activités de tournage ou en permettre la tenue, conformément au *Règlement municipal sur les tournages* (Règlement n° 2020-164).
2. Nul ne doit, sans permis, refuser de quitter un parc ou une installation ou une partie d'un parc si un titulaire de permis pour ce parc ou cette partie du parc souhaite avoir accès à cette zone conformément aux conditions de son permis.
3. Le permis délivré par le directeur général prend effet à la date ou aux dates qui y sont indiquées et aux conditions qui y sont prescrites.
4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 9(6), nul titulaire de permis ne doit s'engager à utiliser un parc ou ses installations à moins :
  - a. de souscrire en permanence, à ses frais, une assurance de responsabilité civile générale pour l'organisation d'un événement, sous réserve des limites de garantie qui ne sont pas inférieures à deux millions de

dollars (2 000 000 \$) compris par incident pour des blessures, des décès et des dommages matériels, et cette assurance doit être établie au nom du titulaire du permis ou de l'organisation commanditaire de l'événement, en plus de désigner la Ville d'Ottawa comme coassurée;

- i. s'il y a lieu et à la discrétion de l'avocat général de la Ville, l'assurance obligatoire selon l'alinéa 9(4)a) doit prévoir la garantie d'assurance responsabilité du permis d'alcool;
  - b. d'avoir dix-huit (18) ans ou plus;
  - c. de ne pas compter de droits d'entrée ou de ne pas vendre de rafraîchissements, sauf avec l'autorisation du directeur général;
  - d. de respecter les procédures de signalement des incidents dont fait état le permis en cas d'incident, notamment en communiquant avec le personnel de la Ville sur les lieux ainsi qu'avec la police, les paramédics et les pompiers, le cas échéant.
5. Nul titulaire du permis délivré par le directeur général n'a accès à un parc ou à une installation ou ne peut s'en servir à moins :
  - a. d'avoir accès à la zone du parc désignée par le directeur général pour l'activité permise ou de se servir de cette zone;
  - b. de produire son permis à la demande du directeur général ou d'un agent des règlements;
  - c. de sortir immédiatement du parc ou de l'installation sur l'ordre d'un agent des règlements, du directeur général ou de toute autre personne nommée par le directeur général pour surveiller le parc ou l'installation;
  - d. de respecter les conditions du permis, dont les conditions imposées par le directeur général conformément au paragraphe 9(6).
6. Le directeur général peut joindre au permis des conditions supplémentaires ou supprimer toute condition prescrite ci-dessus s'il le juge nécessaire pour assurer la sécurité du public, pour protéger les biens de la Ville ou pour préserver la jouissance du parc ou de l'installation à l'intention du public.
7. Un permis, un abonnement ou un contrat délivré par le directeur général pour l'utilisation d'un parc ou d'une installation n'est pas cessible.
8. Le titulaire du permis doit toujours respecter les lois fédérales ou provinciales, les règlements ou les politiques de la Ville, y compris la Politique municipale sur l'alcool.
9. À la demande du directeur général, le titulaire de permis doit fournir au directeur général les documents ou renseignements prouvant que les sommes recueillies par le titulaire de permis dans le cadre de l'événement spécial, y compris les dons et les frais d'admission, ont été utilisées aux fins prévues si la collecte de ces sommes a fait l'objet d'une exception ou d'une entente avec la Ville.
10. À la demande du directeur général, le titulaire de permis doit fournir au directeur général les documents ou renseignements détaillant l'utilisation des fonds, propriétés ou services municipaux pour l'événement spécial.

Article 10 – Empiètement

1. Nul ne doit permettre ou autoriser la prise de possession ou la modification d'une propriété du parc, y compris, sans toutefois s'y limiter :
  - a. de planter des haies, des arbres, des arbustes ou des végétaux de quelque nature que ce soit ni d'aménager des jardins;
  - b. d'évacuer ou de réorienter de l'eau d'une parcelle privée vers ou dans un parc;
  - c. de poser tout monument, statue ou plaque;
  - d. de construire ou d'installer des clôtures, des aires de stationnement, des remises ou des conteneurs, des murs de soutènement, des piscines, des équipements sportifs ou autres structures de quelque nature que ce soit;
  - e. d'installer des composteurs ou d'empiler du compost;
  - f. d'installer des cordes, des fils, des chaînes, des câbles ou d'autres matériaux comparables.
2. Le paragraphe 10(1) ne s'applique pas lorsque ces éléments ont été approuvés dans le cadre de programmes, de politiques et d'accords municipaux.
3. Le directeur général fera parvenir, par courrier recommandé ou en main propre, un avis de violation écrit à la dernière adresse connue du propriétaire des lieux, lui demandant soit d'enlever, de combler ou de fermer tout empiètement non autorisé et de remettre les parcs ou les terrains à vocation de parc municipaux à leur état antérieur à ses propres frais, soit de veiller à ce que les terrains soient conformes aux exigences du présent règlement dans le délai imparti pour la mise en conformité.
4. Un avis de violation envoyé par courrier recommandé conformément au paragraphe 10(3) est réputé avoir été signifié au destinataire trois jours après l'envoi.
5. Lorsqu'un avis de violation a été envoyé conformément au paragraphe 10(3) et que les exigences de l'avis n'ont pas été respectées, le directeur général peut enlever, combler ou fermer l'empiètement et remettre en état les parcs et les terrains à vocation de parc municipaux aux frais du propriétaire.
6. Les frais engagés en vertu des dispositions du paragraphe 10(5) peuvent être récupérés auprès du propriétaire par une poursuite ou en ajoutant les frais à la facture de taxes et en les percevant de la même manière que l'impôt foncier.

Article 11 – Protection des biens

1.1 Nul ne doit, dans un parc ou une installation, couper, briser, endommager, dégrader, retoucher, détériorer, perturber, ajouter ou enlever des biens de la Ville, y compris :

- a. des arbres, des pentes, des arbustes, des buissons, des fleurs, des plantes, de l'herbe, du bois, des sols, du sable, de la roche ou du gravier;

- b. l'intérieur ou l'extérieur des bâtiments, des cages, des enclos, des plaques, des monuments, des œuvres d'art public, des clôtures, des bancs ou d'autres structures.

1.2 Il est interdit d'escalader toute propriété de la Ville décrite à l'alinéa 11(1.1)b).

2. Nul ne doit lancer des pierres ou d'autres objets pouvant blesser des personnes ou des animaux ou endommager des biens.
3. Nul ne doit dans un parc ou une installation :
  - a. déranger, blesser, chasser, piéger, tenter de tuer ou tuer des animaux, à l'exception de la pêche;
  - b. toucher, gêner, enlever ou endommager les nids des oiseaux, leurs œufs ou les oisillons qui s'y trouvent;
  - c. fournir, faire livrer, déposer ou laisser des produits alimentaires dont la faune peut se nourrir dans un parc.
4. Nul ne doit dans un parc ou une installation :
  - d. disperser, abandonner ou déposer des déchets, sauf dans les poubelles prévues à cette fin;
  - e. déposer ou abandonner de la peinture, des graisses, des huiles, des dépouilles ou d'autres matières dangereuses;
  - f. apposer un dispositif publicitaire temporaire ou permanent, une bâche ou une enseigne sur la propriété de la Ville, y compris sur les clôtures, à moins d'une autorisation du directeur général;
  - g. installer une plaque, un monument ou un mémorial permanent ou temporaire, à moins d'une autorisation du directeur général conformément aux politiques de la Ville et sous réserve d'accords supplémentaires le cas échéant, et, dans le cas d'une plaque, d'un monument ou d'un mémorial temporaire, l'y laisser pour une durée supérieure à six (6) mois;
  - h. apporter des déchets domestiques dans un parc ou une installation pour les déposer dans les poubelles;
  - i. disperser des cendres funéraires, sauf dans les zones désignées par le directeur général et avec son approbation, de concert avec le directeur général de la Direction générale des travaux publics;
  - j. se consacrer à des activités d'entretien ou modifier les terrains ou les installations existants sans l'autorisation du directeur général, de concert avec le directeur général de la Direction générale des travaux publics.
5. Nul ne doit déverser, vider, ni déposer des matériaux de construction, de la terre, des saletés, de la roche, de la neige, de la pierre ou d'autres matériaux dans un parc ou dans un ravin, sur une pente ou sur un autre terrain donnant accès à un parc, sauf avec l'accord écrit du directeur général de la Direction générale des travaux publics.
6. Nul ne doit lancer, accoster ou conduire une embarcation à moteur dans un parc, sauf dans les zones du parc précisées à ces fins et avec l'autorisation du directeur général.

Article 12 – Patinage

1. Nul ne doit, dans une zone désignée pour le patinage, mettre en danger ou déranger d'autres personnes qui utilisent la zone, en :
  - a. participant à une course ou faisant des excès de vitesse;
  - b. transportant un bâton ou un autre objet qui est ou qui pourrait être dangereux pour d'autres personnes qui utilisent la zone désignée pour le patinage, sauf l'équipement qui peut se révéler nécessaire pour un sport ou une activité approuvé par le directeur général.
2. Nul ne doit accéder à une zone désignée pour le patinage, l'utiliser ou y pénétrer pendant les périodes de préparation ou d'entretien des surfaces de glace, qu'elles soient ou non indiquées par des panneaux de signalisation.
3. Nul ne doit laisser un animal pénétrer dans une zone désignée pour le patinage, quelle que soit la période de l'année.
4. Nul ne doit, dans un parc ou une installation, enfreindre les règles affichées ou l'application des politiques par un superviseur de patinoire employé par la Ville d'Ottawa ou par toute autre personne nommée par le directeur général pour superviser l'exploitation et l'utilisation des patinoires.

Article 13 – Natation ou baignade

1. Nul ne doit, dans un parc ou une installation :
  - a. entrer dans une piscine, sauf avec l'autorisation du directeur général et sous réserve des conditions liées à cette autorisation et uniquement aux heures désignées pour la natation ou la baignade;
  - b. enfreindre l'application des règles et des politiques par un sauveteur, un préposé à la pataugeoire ou toute autre personne nommée par le directeur général pour surveiller l'installation aquatique;
  - c. entrer ou permettre qu'un enfant placé sous sa garde ou confié à ses soins d'entrer dans une fontaine, un étang ou un bassin ornemental, sauf dans une zone ou à un moment désigné par le directeur général à ces fins;
  - d. jeter des articles dans un bassin, une fontaine, un étang, un lac, une rivière ou un cours d'eau, ce qui pourrait mettre en danger une personne ou la faune, polluer l'eau ou entraîner des travaux d'entretien ou de réparation supplémentaires;
  - e. apporter ou avoir en sa possession, dans une zone destinée à la baignade ou à la natation dans un parc, des objets tranchants qui pourraient causer des blessures.

Permis

Article 14 – Indemnisation

Le demandeur du permis d'accès à un parc doit indemniser et exonérer la Ville d'Ottawa au titre de l'ensemble des demandes d'indemnités, réclamations, motifs

d'action en justice, pertes, frais ou dommages-intérêts que la Ville d'Ottawa peut subir ou engager ou dont elle peut être tenue responsable du fait de l'utilisation du parc, qu'il y ait ou non négligence de la part du demandeur ou de ses employés, administrateurs, sous-traitants et mandataires.

Article 15 – Révocation

Le permis délivré au titulaire en vertu du présent règlement peut être révoqué par le directeur général, si, à son avis, le titulaire du permis ne respecte pas les exigences de ce permis ou toutes les autres dispositions dudit règlement.

Article 16 – Exemptions

1. Les dispositions de ce règlement ne s'appliquent pas à la Ville d'Ottawa ni à ses mandataires, employés ou entrepreneurs dans l'exercice de leurs fonctions dans le cadre de l'aménagement et de l'entretien des parcs ou des autres activités nécessaires.
2. Les dispositions de ce règlement ne s'appliquent pas au Service de police d'Ottawa ni aux autres fournisseurs compétents dans les services d'urgence dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 17 – Application

Le chef de police ou les agents des règlements de la Ville doivent faire appliquer ce règlement.

Article 18 – Infractions et amendes

1. Toute personne qui contrevient aux dispositions de ce règlement est coupable d'une infraction et s'expose, si elle est déclarée coupable, à une amende maximum de 100 000 \$.
2. Outre les infractions au titre du paragraphe 18(1), toute personne qui entrave ou gêne ou qui tente d'entraver ou de gêner une personne dans l'exercice d'un pouvoir ou d'une fonction en vertu du présent règlement est coupable d'une infraction.
3. Chaque infraction est désignée comme infraction répétée et est passible, pour chaque journée complète ou partielle de la durée de l'infraction, d'une amende maximum de 10 000 \$. Le total des amendes journalières pour chaque infraction peut dépasser 100 000 \$.
4. Outre l'amende ou les amendes prévues au présent article, toute personne qui tire un avantage économique d'une infraction au présent règlement est passible d'une amende spéciale.
5. Toute personne qui enfreint ce règlement de manière à obliger la Ville à engager des frais du fait de ses gestes doit, en plus de toutes les pénalités prévues dans

le présent règlement, rembourser à la Ville toutes les dépenses engagées pour réparer ou remplacer les biens endommagés ou pour enlever les matériaux non autorisés, et ses frais peuvent être recouvrés au moyen d'une action en justice ou en faisant appel à des moyens comme les taxes municipales.

Article 19 – Abrogation

Sont abrogés, les règlements et les tranches des règlements ci-après des anciennes municipalités :

1. le règlement numéro 2004-276 intitulé *Règlement sur les parcs et les installations*, dans sa version modifiée.

Article 20 – Transition

Les permis délivrés conformément aux dispositions du *Règlement sur les parcs et les installations* (Règlement n° 2004-276) continuent d'être valables jusqu'à leur expiration.

Article 21 – Conflit avec d'autres règlements

En cas de conflits entre les dispositions de ce règlement et de tout autre règlement concernant la réglementation des parcs et des installations, les dispositions du présent règlement font foi; cependant, nulle disposition de ce règlement n'a pour effet d'invalider l'applicabilité des autres dispositions de ces règlements.

Article 22 – Titre abrégé

Ce règlement peut être désigné par l'appellation « Règlement sur les parcs et les installations ».

Article 23 – Date d'effet

Le présent règlement entre en vigueur le XXXXXX.

Sanctionné et adopté le XXXXXX.